



LES ETATS-UNIS DANS LES BALKANS

**Mémoire de géopolitique
du lieutenant colonel MARTINOVIC Bratislav
de l'Armée de l'Air de Serbie-Monténégro
dans le cadre du séminaire « Culture stratégique américaine »**

Directeur : Colonel DESPORTES Vincent

Mars 2004

Table de matières

Les Etats-Unis dans les Balkans

Introduction.....	1
1. A D A P T A T I O N.....	2
1.1. La métamorphose de l'OTAN, 1990-1999.....	2
1.2. Les Balkans, laboratoire de la politique américaine.....	3
1.3. Justification de la présence de l'OTAN dans les Balkans et en Eurasie.....	5
1.4. Les Etats-Unis et l'Allemagne, rivaux ou alliés ?.....	6
1.5. L'Allemagne pro-Croate et Les Etats-Unis pro-musulmans.....	8
2. M O N T E E D E L' I S L A M I S M E.....	11
2.1. La Bosnie : un Etat islamiste pro-Américain.....	11
2.2. Kosovo, une guerre pour l'indépendance.....	13
2.3. Les Etats-Unis arment l'Armée musulmane de Bosnie et l'UCK.....	14
2.4. La stratégie de « ceinture verte ».....	18
2.5. La « diagonale verte », version balkanique de la « ceinture verte ».....	20
3. V E R I T A B L E S O B J E C T I F S G É O P O L I T I Q U E S E T S T R A T É G I Q U E S AMÉRICAINS DANS LES BALKANS ET EN EUROPE.....	22
3.1. Création de facto d'une Grande Albanie afin de déstabiliser les Balkans.....	22
3.2. Créer un protectorat international de l'OTAN, en Europe centrale, dans les Balkans et en Albanie.....	24
3.3. Instauration entre l'Europe occidentale et le monde slavo-orthodoxe un « nouveau rideau de fer ».....	24
3.4. Faciliter la création d'enclaves, entités et abcès de fixation islamiques dans les Balkans.....	25
3.4.1. L'importance de la Turquie pour les Etats-Unis.....	25
3.5. Compromettre la construction de l'Union européenne et faire de celle-ci une structure euro-atlantique libre-échangiste, la « tête de pont de l'hégémonie américaine » en Eurasie.....	26
Conclusion.....	28
Bibliographie.....	29

Introduction

Parler des crises dans les Balkans sans parler de l'influence des grandes puissances c'est simplifier les événements et ne pas comprendre les vraies origines des crises. De plus, il n'est pas possible de comprendre le comportement et de prévoir les futures décisions des grandes puissances si l'on ne connaît pas les vrais enjeux. Et c'est bien là le vrai problème parce qu'on ne parle jamais des vrais enjeux. Tout se passe dans les coulisses et ce sont les actions qui peuvent indiquer les objectifs.

Les Etats-Unis n'ont pas été très présents dans la région pendant la période de la guerre froide et elles se sont contentées de la neutralité de la Yougoslavie. C'est au début de la crise en ex-Yougoslavie que les Etats-Unis ont intensifié les activités dans les Balkans.

Dans une première partie nous allons montrer la volonté des Etats-Unis d'adapter l'OTAN à nouvelle situation et aux nouveaux besoins après la chute de mur de Berlin. Nous allons essayer de répondre aux questions comment et pour quoi cela s'est produit et comment cela s'est manifesté au début de la crise en ex-Yougoslavie. Ensuite nous allons montrer la volonté de l'Allemagne de jouer un rôle très important dans la région et la réaction des Etats-Unis, les relations entre deux pays et les conséquences concrètes sur le terrain.

Dans la deuxième partie nous allons montrer d'abord comment les Etats-Unis ont aidé la création d'un Etat islamiste en Bosnie et le représentant albanais le plus radical au Kosovo, et ensuite, pour répondre à la question «pourquoi ?», indiquer quels sont les objectifs des islamistes dans les Balkans et pourquoi c'est utile pour les Etats-Unis.

Dans une troisième partie nous allons essayer à découvrir les véritables objectifs géopolitiques et stratégiques américains dans les Balkans et en Europe, expliquer comment ils sont ou seront atteints et pour quelles raisons.

La tâche n'est pas facile pour deux raisons. Premièrement, l'argumentation donnée peut être jugé insuffisante pour expliquer les événements. Deuxièmement, l'auteur n'est pas sans parti pris ce qui présente le risque qu'elle puisse être considérée à la fois comme non-réaliste et anti-américaine. Pour ces deux raisons, l'auteur a décidé de n'utiliser que les sources neutres et même les déclarations des autorités américaines. Pour relativiser le point de vue personnel et donner plus de valeur à l'argumentation, il est indispensable d'avoir plus de citations, d'où le risque de ne pas être authentique. Certains peuvent conclure que l'objectif de l'auteur est de relativiser la responsabilité pour les différents crimes commis en ex-Yougoslavie. Ce n'est surtout pas le cas, parce que la seule possibilité que la responsabilité ne soit pas générale est de nommer et de juger les responsables pour les crimes quels qu'ils soient. Certes, l'argumentation est un peu différente de ce que l'on croit savoir sur la crise en

ex-Yougoslavie ce qui peut même choquer, mais le but est de montrer un autre point de vue, provoquer une certaine curiosité et mener les lecteurs à chercher eux-même les réponses autres que celles données par les media.

1. A D A P T A T I O N

1.1. La métamorphose de l'OTAN, 1990-1999

Après la chute du mur de Berlin et surtout après la dissolution du Pacte de Varsovie, la perception de l'avenir de la stratégie américaine et de l'OTAN¹ a commencé à changer. L'OTAN, issue de la Guerre froide, n'avait plus sa raison d'être. A cette crise d'identité, la réponse était donnée en 1991 par le Conseil de l'Atlantique Nord. La guerre du Golfe qui venait de se terminer et le conflit yougoslave qui commençait allaient fortement contribuer à ce tournant « existentiel ». En novembre 1991, à Rome, le sommet de l'OTAN adopte un nouveau concept de sécurité qui, s'il ne s'éloigne pas radicalement de la position traditionnelle de l'Alliance (l'URSS² qui ne sera dissoute que le 2 décembre 1991 est à cette date encore considérée comme le danger principal), souligne plusieurs fois l'exigence d'une conception « élargie » de la sécurité. C'est à partir de ces prémices que l'Alliance atlantique s'est progressivement définie une série de tâches et de fonctions qui, avec la disparition de l'URSS, vont être axées sur la capacité à stabiliser toutes les régions voisines des territoires des Etats membres. La conséquence opérationnelle logique d'un tel raisonnement est simple : se doter d'un instrument militaire flexible et mobile, susceptible d'être employé « out of area »³. Cette conception élargie de la sécurité qu'a adopté la nouvelle OTAN post-Guerre froide inclut donc des interventions qui sont contraires à l'Article 5 du traité, qui ne prévoit l'intervention des pays de l'OTAN qu'en cas d'agression contre l'un de ses membres. S'appuyant sur cette décision, l'OTAN va accomplir son premier pas « hors zone » avec l'intervention en Bosnie pour se substituer à l'ONU⁴ qui s'y était enlisée. Pour la première fois, l'OTAN se déploie « hors zone » grâce aux décisions ambiguës d'Oslo qui désormais mettent l'organisation à la disposition de la CSCE⁵ pour des interventions. Le cycle de réécriture de la doctrine de l'OTAN s'achève avec le sommet de Washington du 23 au 25 avril 1999. Avec les documents

¹ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

² Union des Républiques Socialistes Soviétiques

³ hors zone

⁴ Organisation des Nations Unis

⁵ Organisation de Sécurité et de Coopération Européenne

adoptés, les chefs d'Etat et de gouvernement ont voulu actualiser les prescriptions stratégiques de l'Alliance face au nouveau scénario mondial. En ce qui concerne la prévention et la défense, le document réaffirme le nouveau concept de sécurité, les principes de défense contre toute agression (en référence aux Articles 5 et 6 du traité de 1949), mais on se donne aussi comme obligation «pour renforcer la sécurité et la stabilité de la zone euro-atlantique» d'être «prête, au cas par cas, à contribuer à une prévention efficace des conflits et à s'engager activement dans la gestion des crises, y compris les opérations de réponse aux crises» (article 10). En décidant le bombardement de la Fédération yougoslave, l'Alliance atlantique avait créé un précédent en participant à une guerre qui allait au-delà des limites fixées par le statut de l'OTAN. Après l'approbation des documents de Washington, les Etats-Unis et leurs alliés européens acceptent ainsi la négligence de toute l'approche nouvelle du droit international issue de la création de l'ONU et des différentes conventions internationales qui l'ont suivie, et construisent une OTAN «globale» qui redonne un rôle décisif aux Etats-Unis dans les équilibres européens. L'OTAN ne pourra mener à bien ses nouvelles missions qu'en marginalisant sans cesse les instances supranationales, comme l'ONU et l'OSCE qui sont chargées de les remplir. Quitte à leur attribuer des tâches subalternes pour les missions de seconde zone, considérées comme non stratégiques⁶.

1.2. Les Balkans, laboratoire de la politique américaine

C'est ainsi seulement que l'on peut comprendre la démarche politique et stratégique américaine depuis les origines de la crise yougoslave, dans le Sud-Est de l'Europe. Apparemment les raisons en ont été complexes et parfois difficiles à comprendre, mais les résultats obtenus éclairent le dessein par la suite. Dans une lettre adressée au Premier ministre yougoslave, Marković, en mars 1991 le Président Bush se prononce pour le maintien de l'unité de la Yougoslavie. Mais la politique allemande a tout de suite pris position pour le démantèlement de l'ancienne Fédération yougoslave et la reconnaissance des Etats qui l'avaient déjà quittée. La logique de la crise conduisait ainsi les Etats-Unis à s'opposer à la Serbie en dépit des initiatives prises par le gouvernement yougoslave pour en obtenir compréhension et appui, par exemple le choix comme président de la Fédération yougoslave de Dobrica Ćosić, un écrivain qui incarnait plus que tout autre la résistance à toutes les formes de totalitarisme, ou la nomination comme Premier ministre fédéral de Milan Panić, qui n'était

⁶ Telles pourraient être les conclusions qui seront tirées par le Conseil de sécurité du rapport important consacré « aux opérations de paix de l'ONU », réalisé par un groupe d'experts présidé par l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères Lakhdar Brahimi et rendu public le 23 août 2000. Cf Le Monde, 25 août 2000.

autre qu'un homme d'affaires américain, revenu à Belgrade pour l'occasion. Mais dès que les Etats européens, et surtout les Etats-Unis, pour bien des raisons, s'engageaient en faveur des républiques qui s'étaient séparées et de leurs frontières, issues de l'ancienne Fédération, à l'encontre de la volonté manifeste des populations serbes qui s'y trouvaient, le gouvernement de Belgrade a été conduit, par la force des choses, à compter sur le seul soutien de la Russie. Alors s'est mis en marche l'engrenage par lequel les Etats-Unis ont été amenés à appliquer les principes de leur politique mondiale à cette partie de l'Europe. On peut voir les résultats. A la faveur de la guerre de Bosnie, la présence militaire de l'OTAN dans ce pays, cautionnée par les Nations Unies mais placée sous un commandement émanant directement de l'Alliance, est désormais permanente. Parallèlement, les Etats-Unis avaient obtenu du gouvernement hongrois l'installation d'une antenne militaire dépendant d'eux-mêmes, dans le but de veiller à l'application des mesures d'embargo décidées contre la Yougoslavie. Aujourd'hui, l'intégration de la Hongrie au système atlantique va bien au-delà puisque ce pays a adhéré à l'Alliance atlantique, donc à son organisation politique et militaire. De la même façon, et en même temps, une antenne militaire américaine avait été établie en Albanie et une autre en Macédoine, ces deux pays servant, durant la guerre du Kosovo, de base arrière aux forces de l'OTAN, alors qu'ils n'en faisaient pas encore partie. Le territoire albanais a apporté sa profondeur stratégique à l'action menée par l'UÇK au Kosovo, à la fois pour la formation, l'équipement, l'entraînement, l'armement de ses forces, au point que, pendant la guerre, sur l'aéroport surchargé de Tirana, les livraisons à l'UÇK avaient la priorité absolue sur toute autre opération. Quant à la Macédoine, où se trouvaient quelques-uns des dispositifs principaux du commandement de l'OTAN, l'accès était assuré, en toute hypothèse, par l'appartenance de la Grèce, et en arrière-plan de la Turquie, à l'Organisation atlantique et par les positions et facilités militaires dont les Etats-Unis y disposent. Ce développement de l'influence militaire de l'OTAN dans les Balkans a évidemment connu un nouveau pas en avant avec la fin de la guerre du Kosovo. L'occupation de la province par l'OTAN est maintenant un fait acquis et durable, et il faut rappeler que tel était son objectif dès avant le conflit, comme on l'a vu dans les propositions faites lors des pourparlers de Rambouillet. En plus, les Etats-Unis et leurs alliés exigeaient alors la mise à la disposition de l'ensemble du territoire yougoslave au profit des forces de l'Alliance, y compris l'espace aérien et les eaux territoriales, et pour toutes les missions que l'OTAN aurait données à ses forces, par des dispositions très strictes prévues à l'Article 8 de l'Annexe B des propositions de Rambouillet. Ils ont dû y renoncer, à la suite de la guerre, mais il est possible qu'ils y reviendront plus tard par d'autres moyens, par exemple à l'occasion des crises actuelles de la Fédération yougoslave. Cette longue série de démarches et

de changements stratégiques dans les Balkans, s'enchaîne si rigoureusement qu'il est nécessaire de les analyser dans leur ensemble. Il faut évidemment la mettre en rapport avec l'axe principal de la politique américaine en Europe : c'est, comme on l'a vu, l'extension du rôle de l'OTAN et de son aire géographique. La guerre du Kosovo est venue en préciser, plus clairement qu'on aurait pu l'imaginer auparavant, la portée et la signification. Il faut se reporter ici à l'un des épisodes les plus discrets mais les plus importants de cette guerre : le refus de la Roumanie et de la Bulgarie à l'instigation des Etats-Unis, de laisser survoler leur territoire par des avions russes qui auraient acheminé des renforts à la petite troupe arrivée au Kosovo. Le résultat, en tout cas, était clair : le système stratégique et militaire mis en place par la politique américaine dans l'Est de l'Europe, avant même d'être complété et achevé, en avait écarté toute autre présence et toute autre influence. Rien de plus significatif, au fond, des orientations générales de la politique des Etats-Unis que cette guerre, ses origines et ses prolongements. Elle illustre, à sa manière, les propos tenus par l'ancien ambassadeur américain auprès de l'OTAN dans le numéro du 21 avril 1999 du Washington Post, M. Robert E. Hunter : «(le Kosovo) constitue la porte d'entrée pour des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux – le conflit arabo-israélien, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie».

1.3. Justification de la présence de l'OTAN dans les Balkans et en Eurasie

Dans les Balkans, les Américains ont divisé leur soutien tantôt aux Français et aux Anglais, tantôt aux Allemands pour empêcher l'émergence d'une stratégie unique à l'échelle européenne et rendre dépendante de l'OTAN la bonne réalisation d'une partie des objectifs de chacun. Les Etats-Unis devaient également déclencher une véritable guerre dans la région pour entraîner les «alliés» sous son leadership et impressionner de sa démonstration de force et de maîtrise des technologies les plus sophistiquées.

Le maintien de la justification de la présence américaine sur le territoire européen dans la zone balkanique, était établi par le soin apporté à rendre les situations conflictuelles quasi permanentes en rendant impossible l'apparition des solutions qui avaient le plus de chances d'être acceptées par les parties en présence, de s'appliquer concrètement et de déboucher sur une disparition progressive des belligérants. « Ce fut le maintien de situations de crises qui justifièrent la présence à durée indéterminée de contingents militaires sous contrôle d'organisations internationales ⁷ ». Pour Z. Brzezinski il s'agissait de mener une guerre totale contre la Serbie. Il affirmait à cette égard : «Le fait est que l'enjeu dépasse infiniment,

⁷ Christophe Réveillard, L'Engrenage des Balkans, Guerres dans les Balkans, p.17

désormais, le simple sort du Kosovo. Il n'est pas excessif d'affirmer que l'échec de l'OTAN signifierait tout à la fois la fin de la crédibilité de l'Alliance et l'amointrissement du leadership américain⁸».

En ce qui concerne l'OTAN, les objectifs à court et moyen termes visés par les stratégies américains durant la guerre contre la Serbie étaient, premièrement, sur le plan diplomatico-militaire, de faire admettre le principe de l'extension des missions de l'organisation, hors des pays membres, sans que l'alliance ne soit attaquée ou agressée et en l'absence de toute européanisation des chaînes de commandement militaire. «En clair, la guerre du Kosovo consacre le droit pour l'OTAN de s'autosaisir en l'absence de tout mandat de l'ONU et même en violation flagrante du traité de l'Atlantique Nord, qui subordonne toute action armée à une attaque préalable de l'un des États membres⁹». Deuxièmement, l'opération Force alliée a permis de justifier le principe d'extension des bases américaines en Europe centrale et orientale (Roumanie, Slovaquie, Hongrie), puis de ses structures connexes (Partership For Peace) au Kosovo, en Macédoine, etc., sans parler des bases implantées depuis plusieurs années déjà en Bosnie et en Croatie¹⁰. Les Balkans sont donc désormais le point d'ancrage de l'OTAN en Europe et en Méditerranée orientale. La situation géographique de ces zones offre la possibilité d'intervenir efficacement, en complément des forces turques de l'OTAN, au Proche et au Moyen-Orient, dans le Caucase et en Asie centrale, et bien sûr en Europe centrale, orientale et du Sud-Est¹¹.

1.4. Les Etats-Unis et l'Allemagne, rivaux ou alliés¹² ?

Risquant de voir son statut de leader de l'Occident se dégrader et passer à celui de concurrent, voire le rival des européens, les Etats-Unis ont développé très tôt l'occasion de favoriser l'adhésion à l'OTAN, devenue pourtant sans objet, des Etats d'Europe centrale et orientale jusqu'aux limites proches de la Russie. Washington bénéficiait du fidèle relais allemand pour le maintien de l'expansion de son influence dans la partie européenne et du relais turc dans la stratégie de contestation de la présence russe dans les ex-républiques soviétiques musulmanes d'Asie centrale et du Caucase. Parallèlement, il devenait prioritaire outre-Atlantique de contrer et même de contrôler l'évolution d'une toute nouvelle Union

⁸ Le Monde, 17 avril 1999, p.1.

⁹ Alexandre Del Vall, Guerre contre l'Europe, p. 317.

¹⁰ Voir annexe n° 1.

¹¹ Voir annexe n° 2.

¹² Voir annexe n° 3.

européenne, pour l'empêcher de développer une autonomie stratégique qui pourrait diminuer l'influence américaine sur le continent.

De son côté, l'Allemagne, forte et réunifiée, renforçait ses ambitions géopolitiques à partir de son positionnement de Mitteleuropa. Berlin a clairement redéfini sa sécurité intérieure à une échelle transnationale et l'a étendu « peu à peu à l'Union (européenne) sous la forme d'une sécurité élargie, puis aux Pays d'Europe centrale et orientale avec lesquels l'Allemagne a conclu de nombreux accords bilatéraux ...¹³ ». L'épisode de la guerre yougoslave a montré qu'une émancipation de l'Allemagne est toujours possible même dans une perspective éloignée. Les Etats-Unis avaient bien intégré cette hypothèse notamment à partir du moment où l'Allemagne est devenue un Etat fédéral européen authentique, fort et déterminé et qui a la possibilité de réaliser cet objectif de domination unilatérale de l'Europe. Les Etats-Unis voyaient donc se confirmer une Allemagne qui s'appuie sur l'Union européenne, en train de s'orienter vers l'Europe centrale et orientale et de s'accorder avec la Russie notamment sur le règlement au mieux de leurs intérêts de la question yougoslave et balkanique. L'accord possible germano-russe impliquait presque mécaniquement à terme la marginalisation de l'influence puis de la présence américaine en Europe. En avril 1995, la très officielle US Information Agency reproduit un article, d'un professeur américain, Eugene Rostow qui réclame une intervention des USA dans les Balkans. Il écrit : « Il existe une autre dimension, très importante, des intérêts américains dans les Balkans : notre intérêt à faire en sorte que le système instable d'Etats faibles de cette partie du monde ne débouche pas sur des voies qui permettraient une nouvelle alliance hostile visant à dominer l'ensemble de l'Europe. Bon nombre d'hypothèses sur les cinquante prochaines années font tirer une telle sonnette d'alarme. Le plus probable sans doute étant une alliance germano-russe pour contrôler ensemble le cœur de l'Europe ¹⁴ ». Henry Kissinger s'inquiète aussi : « Si nous échouons à élargir l'Otan vers l'est, cela pourrait mener soit à des heurts, soit au danger d'accords secrets entre l'Allemagne et la Russie. Quoi qu'il en soit, si l'Amérique abandonne son rôle de dirigeant, cela déclencherait un tremblement de terre politique ¹⁵ ». Alors, les Etats-Unis ont opéré une montée en puissance de leur plans d'intervention en Europe pour occuper le terrain, se rendre maître du jeu et imposer leurs vues. Cela passait par la neutralisation d'une possible entente germano-russe, par la confirmation de l'arrimage de l'Union européenne à l'OTAN et sa soumission aux politiques et stratégies de l'organisation dirigée par les Américains, et par la perspective d'adhésion à cette dernière de la plupart des Etats d'Europe

¹³ Général A. Lefevre, F. Levasseur, « Allemagne : mutation de l'outil de défense », Armées d'Aujourd'hui, n° 254, octobre 2000.

¹⁴ Commentary(USA), avril 1995, p. 31.

¹⁵ Welt am Sonntag, 12.1.97.

de l'Est jusqu'à approcher l'Ukraine, ce qui a pour le but de maintenir la Russie dans ses frontières.

1.5. L'Allemagne pro-Croate et Les Etats-Unis pro-musulmans

« La zone des Balkans tire sa haute sismicité géopolitique du fait qu'elle a toujours été une zone de refoulement, de containment réciproque des différentes grandes puissances, explique François Thual, autrement dit, l'instrumentalisation des conflits locaux a toujours eu pour objectif fondamental d'empêcher les puissances d'installer leur influence. ¹⁶»

La Yougoslavie multi-confessionnelle et multi-ethnique a éclaté en 1991 avec la marche vers l'indépendance de la Slovénie puis de la Croatie, qui en appelaient à la «solidarité occidentale» pour échapper au «diktat communiste serbo-yougoslave». L'Occident (c'est-à-dire les membres de l'OTAN et de l'Union européenne) a répondu immédiatement, à commencer par l'Allemagne, qui reconnut en premier la Slovénie, puis la Croatie, dès décembre 1991, avant même l'Union européenne. En fait, le poids de l'Allemagne, dans la reconnaissance par Bruxelles des deux républiques sécessionnistes, fut déterminant¹⁷. Alors que les Nations Unies avaient voté, le 25 septembre 1991, une résolution imposant l'embargo sur les livraisons d'armes à toutes les factions yougoslaves afin d'atténuer l'intensité des violents combats qui secouaient le pays, Bonn continua à approvisionner secrètement la Croatie en armes et en munitions. C'est ainsi que plus de 25000 Serbes furent chassés de Slavonie orientale en octobre 1991, lors d'opérations de nettoyage ethnique, et que vingt-cinq villages serbes furent rasés dans la région de Slavenska Požega. En décembre 1991, les chefs d'État et les ministres de l'Union européenne s'étaient rassemblés à Maastricht et y avaient tenu une réunion d'une importance capitale. Il s'agissait d'entériner le fameux traité du même nom donnant notamment naissance à la monnaie unique européenne et à la Politique étrangère et de sécurité commune. Concernant la Yougoslavie, dont il fut débattu, onze des douze États membres se déclaraient en faveur du maintien de l'unité de la Fédération yougoslave. Seul État favorable au démembrement de la Yougoslavie, mais première puissance économique européenne et pierre angulaire indispensable de la future monnaie unique, l'Allemagne parviendra, à 4 heures du matin, à arracher à Bruxelles la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie comme États indépendants. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, elle réactivait une Ostpolitik non pas défensive, mais agressive, celle du Drang

¹⁶ Thual, *Le Désir de territoire, morphogènes territoriales et identités*, Ellipses, 1999.

¹⁷ Voir annexe n° 4.

Nach Osten¹⁸, et dissimulait ses velléités hégémoniques dans les Balkans derrière un excès de zèle «humanitaire» et anti-serbe, que l'on retrouvera également tout au long de la guerre du Kosovo. Le traité de Maastricht, que Bonn menaçait de faire échouer, fut ainsi signé à la faveur de ce retour en force des Allemands dans les Balkans. L'unité de la Yougoslavie venait d'être sacrifiée pour maintenir celle de l'Union européenne. En réaction à cette reconnaissance de la Croatie, les populations des régions serbes de Croatie décidèrent elles aussi d'exercer leur droit à l'autodétermination, se rassemblant dans une république indépendante, la Krajina, que l'Union européenne refusa de reconnaître. Les Serbes privés de nationalité et devenus chez eux des minorités, n'oubliaient pas le génocide dont ils furent les victimes au cours de la Seconde guerre mondiale. «La politique Kohl-Genscher les plaçait dans un état de subordination qui leur rappelait le joug d'Adolf Hitler et d'Ante Pavelić¹⁹». «Ce qui avait été accordé, à tort ou à raison, aux Croates et aux Slovènes, et qui sera accordé aux Bosno-Musulmans puis aux Albano-Kosovars, était refusé aux Serbes de Krajina, que les médias occidentaux présentèrent comme des «envahisseurs», alors que l'Empire autrichien les y avait installés, trois siècles auparavant, afin d'en faire un rempart contre les incursions turco-islamiques.²⁰ L'erreur de jugement des Européens - y compris de l'Allemagne - sera fatale, car elle entraînera une guerre civile d'une violence terrible, la mort de milliers de civils croates et serbes innocents, l'exil forcé de plus de 300 000 Serbes chassés de Slavonie occidentale et de Krajina en mai et en août 1995. «L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne et même le Chili et la Bolivie avaient envoyé des armes aux Croates. Les riches diasporas croates d'Amérique du Nord avaient déployé un intense lobbying auprès du Congrès américain et contribué pour beaucoup à l'effort de guerre de Zagreb, ce qui permit, entre autres, aux Croates de lancer l'attaque contre la Krajina en 1995 et d'en chasser 250 000 Serbes.²¹»

En mars 1991, dans un premier temps, les États-Unis avaient exprimé leur désir de voir l'ex- Yougoslavie se maintenir (positions de Bush et Kissinger, notamment). Mais, dès avril 1992, le secrétaire d'État James Baker souligna la volonté américaine de voir la reconnaissance de la Croatie et surtout de la Bosnie, sous la pression des puissants lobbies croate et musulman et de l'Allemagne aux États-Unis. A partir de mars 1994, le rôle de Washington sera déterminant dans le processus de partition de la Bosnie. Le 10 mars 1992, Baker se rend à Bruxelles et demande officiellement aux ministres des Affaires étrangères de reconnaître sur-le-champ la Bosnie-Herzégovine, faute de quoi les États-Unis ne

¹⁸ Poussé Vers L'Est.

¹⁹ Pierre-Marie Galois, *Le soleil d'Allah aveugle l'Occident*, p.46.

²⁰ Alexandre Del Vall, *Guerre contre l'Europe*, p. 112.

²¹ Alexandre Del Vall, *Guerre contre l'Europe*, p. 112.

reconnaîtraient pas la Slovénie et la Croatie. Le 7 avril, le diplomate américain obtient satisfaction : la Bosnie-Herzégovine est reconnue par tous les États occidentaux et admise peu après aux Nations Unies, plus vite qu'aucun État nouveau ne le fût jamais dans toute l'histoire de l'organisation. Plutôt que d'essayer de stabiliser la situation, les États-Unis, à la fois alliés et concurrents de l'Allemagne dans les Balkans, s'efforceront d'aggraver encore plus la situation afin de rendre leur présence politico-militaire indispensable. Ainsi, en mars 1992, Washington incite Alija Izetbegović à rejeter l'accord conclu à Lisbonne prévoyant le partage de la Bosnie selon des lignes « ethno-religieuses » et accordant 44 % du territoire bosniaque aux Musulmans. Alors qu'il avait signé quelques jours plus tôt ce document, le futur président bosniaque reviendra sur sa signature sous la pression américaine. On connaît la suite des événements : Washington jouant la carte bosno-musulmane et cherchant un prétexte médiatique pour justifier les sanctions contre la Serbie, récupérera le drame de l'explosion de la boulangerie de Sarajevo ²². Bien que la responsabilité intégrale en ait été attribuée aux Musulmans bosniaques aussi bien par le commandant des Casques bleus, les services de renseignements anglais et français que par le représentant de l'Union européenne, M. Wynaendts, les Etats-Unis – CNN, l'agence de communication Ruder Finn et le département d'État en tête -parviendront à incriminer les «barbares serbes» et faire ainsi voter les sanctions contre la Serbie par le Conseil de sécurité. Il s'agissait alors de réunir Musulmans et Croates contre les Serbes. Le Conseil de sécurité de l'ONU confia ainsi à l'OTAN, donc à Washington, l'application des décisions. Cela marqua l'entrée en scène de l'Alliance atlantique et par conséquent l'implantation durable des Etats-Unis dans le Sud-Est de l'Europe.

²² Une mise en scène des explosions des obus serbes dans la rue Vase Miskina devant une boulangerie. La plupart de gens tués faisant la queue étaient les Serbes.

2. MONTEE DE L'ISLAMISME

2.1. La Bosnie : un Etat islamiste pro-Américain

En Bosnie-Herzégovine, l'idéologie islamiste ne fait pas seulement référence à des groupuscules activistes ou à des partis d'opposition islamistes minoritaires. Elle recueille au contraire la majorité des suffrages et anime le pouvoir en place, à travers le SDA²³ formation ouvertement islamiste dont le but est l'islamisation de tous les Balkans et, à long terme, du reste de l'Europe. Le président de la Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegović, chef de ce parti, est en fait un militant islamiste de longue date. Il est même, ce qui l'a rendu « sympathique » aux yeux de nombreux Occidentaux, le seul leader ultra-nationaliste des trois camps (Tudjman, Milošević et lui-même) à n'avoir jamais été communiste. «A sa sortie de prison (où il n'avait purgé que six des quatorze années de détention auxquelles il avait été condamné pour activités pro-islamistes et hostiles à l'État yougoslave), Alija Izetbegović visita plusieurs pays islamiques fondamentalistes du Proche-Orient, explique Yossef Bodansky. Revenu en Bosnie-Herzégovine, il fonda le SDA. Puis il fit paraître à Sarajevo une nouvelle édition de son manifeste, la Déclaration islamique²⁴», publiée en 1970 et rééditée en 1990, qu'il avait en partie conçue en prison. Son objectif : créer un État islamique, dans une optique pro-turque et panislamiste. Citons seulement quelques extraits significatifs de sa Déclaration: «Il n'y a pas de paix, ni de coexistence entre la religion islamique et les institutions sociales non-islamiques... l'islam exclut clairement le droit et la possibilité de la mise en œuvre d'une idéologie étrangère sur son territoire. Il n'y a donc pas de principe de gouvernement laïc et l'Etat doit être l'expression et le soutien de concepts moraux de la religion. Le mouvement islamique doit et peut prendre le pouvoir dès qu'il est normalement et numériquement fort à tel point qu'il puisse non seulement détruire le pouvoir non islamique, mais qu'il soit en mesure de construire le nouveau pouvoir islamique (...). Dans les conditions actuelles, la fonction naturelle de l'ordre islamique étant le rapprochement de tous les Musulmans et de toutes les communautés musulmanes dans le monde, cette tendance implique la lutte pour la grande Fédération islamique, du Maroc à l'Indonésie et de l'Afrique tropicale à l'Asie centrale²⁵»... En fait, Alija Izetbegović est un homme à double visage, « aux démocrates occidentaux, il se présente comme anti - raciste, partisan de la multi-ethnicité », explique le

²³ Le Parti d'action démocratique, en serbo-croate : Stranka Demokratske Akcije.

²⁴ Yossef Bodansky, L'Implication allemande et américaine dans les Balkans, rapport spécial du 1^{er} septembre 1995, Chicago, p.25.

²⁵ Alija Izetbegovic, Islamska Deklaracija, Dzumadel-ula, 1990,

journaliste belge Michel Collon, tandis qu'«aux peuples arabes, il se présente comme combattant l'impérialisme des puissances occidentales ²⁶». Dans un article du Los Angeles Times du 6 février 1994, George Kenney, haut responsable au Département d'Etat jusqu'à sa démission en août 1992, jugeait déjà sans complaisance la vraie nature du régime bosniaque : «Ne nous faisons pas d'illusions c'est seulement à l'attention du monde extérieur que le gouvernement bosniaque maintient la fiction de son caractère "multi-ethnique", pour la raison évidente qu'un État multi-ethnique permet mieux d'obtenir une aide internationale». Rappelons que le premier acte de la Bosnie indépendante fut l'adhésion à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), dominée par l'Arabie Saoudite et l'Iran, États fondamentalistes, alors que la Bosnie est encore majoritairement chrétienne (37 % de Serbes et 19 % de Croates).

Ainsi, Washington avait donné son aval pour que l'Iran soit le principal fournisseur d'armes du gouvernement d'Izetbegović, mais aussi pour qu'il envoie des moudjahidines combattre aux côtés de leurs frères musulmans. D'après le rapport du GRIP précité, les Bosniaques musulmans auraient reçus, entre 1994 et 1996, en violation flagrante de l'embargo sur les armes en ex-Yougoslavie et avec l'accord des Américains, plus de 5000 tonnes de matériels militaires en provenance de l'Iran, via Zagreb, alors alliée des Bosno-Musulmans contre les Serbes. Washington aurait également permis la livraison dans les mêmes conditions d'armes en provenance d' Arabie Saoudite, du Soudan, du Pakistan, de la Turquie, de la Malaisie et du sultanat de Brunei, en plus de la considérable aide financière en provenance de ces pays. «C'est évidemment chercher à plaire aux puissances de l'islam, donc aux Etats-Unis et à l'Allemagne, que d'oser proposer un «plan de paix» qui priverait deux millions de Serbes de citoyenneté et, comble de cynisme, d'exiger du président Milošević, inlassable avocat du rassemblement de tous les Serbes sous une même loi, qu'il ait à choisir entre un blocus qui affame la Serbie et condamne à la souffrance et à la mort des dizaines de milliers d'innocents et l'abandon de millions de nationaux aux excès nationalistes ou confessionnels des Croates et des Musulmans bosniaques, héritiers directs des tortionnaires qui les massacrèrent par centaines de milliers parce qu'au lieu de se rallier au III^e Reich, ils avaient choisi de lui tenir tête ²⁷».

²⁶ Michel Collon, Poker menteur, EPO, 1998,

²⁷ Pierre-Marie Galois, Le soleil d'Allah aveugle l'Occident, p. 66.

2.2. Kosovo, une guerre pour l'indépendance

Dans un entretien accordé au magazine Nida'ul Islam en avril 1998, le cheikh Mohammed Stubla, président de la Société albanaise islamique de Londres, avait déjà clairement expliqué ce qu'était l'UÇK et quels objectifs réels «l'Armée de libération du Kosovo» poursuivait: «l'UÇK est une organisation albanaise et islamique ayant pour objectif de défendre son peuple, sa patrie et sa religion par tous les moyens (...), libérer le sol national de la présence de l'ennemi serbe, accéder à l'indépendance». Or, lorsque le cheikh Stubla parle d'utiliser «tous les moyens», il soutient presque officiellement la stratégie terroriste de l'UÇK, pourtant classée comme «organisation terroriste» par les services américains jusqu'en 1998. Stubla poursuit en avertissant : «tout ce que déploiera l'ennemi contre l'UÇK pour annuler l'influence de l'Islam et des Musulmans dans les Balkans ne servira à rien, car la puissance de l'Islam est telle qu'ils obtiendront le contraire de ce qu'ils voudront imposer».

La première étape de la guerre menée par l'UÇK était d'obtenir l'indépendance du Kosovo, but pratiquement atteint puisque les Serbes ont été massivement chassés de cette région après trois mois de bombardements de l'OTAN. La deuxième est d'obtenir l'indépendance d'une partie de la Macédoine, ainsi que du nord-ouest de la Grèce et du Monténégro, afin de réaliser le rêve de Grande Albanie²⁸, objectif central des ultra-nationalistes albanais et de l'UÇK, possible à moyen terme si les choses évoluent comme actuellement. En 1992, au moment du démantèlement de l'ex-Yougoslavie, la plus haute autorité islamique de Macédoine (raïsul-ulama), Yacoub Selimovski, avait assisté à La Mecque en Arabie Saoudite, à une réunion de l'Organisation mondiale des mosquées²⁹. L'ouléma macédonien avait demandé à cette organisation qu'elle présente auprès de l'ONU quatre projets qui auraient dû servir d'éclairage à la situation actuelle et qui ne font aucune ambiguïté quant à l'idéologie islamo-séparatiste qui anime les élites albano-musulmanes en ex-Yougoslavie :

- reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine comme État ;
- droit des Albanais du Kosovo à se séparer ;
- autonomie du Sandjak (ou Rascie) ;
- constitution d'un État bi-religieux en Macédoine (division de la souveraineté entre Slavo-orthodoxes et Musulmans).

²⁸ Voir annexe n° 5.

²⁹ In Miroljub Jevtić, " L'Islamisme dans les Balkans », Questions stratégiques, janvier 1999.

«La multiplication des déclarations unilatérales d'indépendance dans les Balkans (Slovénie, Croatie, Bosnie, Macédoine et maintenant Kosovo), fortement encouragée par les Occidentaux, a créé un précédent assez troublant au regard du droit international. Après le Kosovo, qui exige une pleine indépendance, prélude à un rattachement à l'Albanie sous la houlette d'Ankara, ce sera la Thrace grecque, où des agitateurs islamistes turcs prêchent le devoir de désobéissance à l'égard de l'administration hellénique, présentée comme coloniale, qui suivra inéluctablement ³⁰.»

2.3. Les Etats-Unis arment l'Armée musulmane de Bosnie et l'UÇK

Le professeur Denise Artaud, spécialiste des États-Unis et des questions internationales au CNRS a écrit: «Les Musulmans des Balkans savent qu'ils peuvent compter sur Clinton ³¹». De fait, l'aide américaine directe aux Bosno-Musulmans et aux Albanais du Kosovo est constatée depuis 1991, et c'est grâce à elle que deux entités musulmanes sont nées en Europe, depuis la chute de l'Empire ottoman : la Bosnie et le Kosovo, en marche vers l'indépendance. L'aide américaine a commencé dès le début des conflits en ex- Yougoslavie et elle consistait en une assistance militaire, assurée discrètement par des sociétés multinationales spécialisées dans le «conseil en sécurité» ou le «conseil stratégique», ce qui signifie en termes clairs l'encadrement militaire et la «location» de mercenaires.

Parmi ces sociétés la MPRI ³² dont le siège est basé à Alexandria en Virginie et qui s'est tout particulièrement singularisée en ex-Yougoslavie. Dirigée par le général Frederick Kroezen (de l'ex 82^e Commando Division), l'amiral Huntington Hardisty (ex-numéro deux de la Navy), le général Carl Vaughan, qui a été notamment chargé du «programme croate», la MPRI est composée d'officiers en retraite, d'anciens des services spéciaux et d'experts, dont nombre de vétérans du Vietnam et de vétérans de la guerre du Golfe. Elle réalise des missions officieuses pour le Pentagone un peu partout dans le monde. Ses liens avec les «services» américains sont attestés par la présence, au poste de chargé des relations publiques de la société, du général Harry Edward Soyster, à la tête de la DIA ³³ de 1988 à 1991. Elle offre un fichier de six mille anciens militaires, sélectionnés pour leurs compétences, et dispose de 14 généraux à la retraite siégeant à son bureau directeur. Les contrats en cours de la MPRI sont évalués à plus de 100 millions de dollars, avec des bénéfices annuels de 10 millions, révèle Michel Klen dans un dossier de la Revue de défense nationale d'avril 1997, et elle prétend

³⁰ Questions stratégiques, op. cit.

³¹ Denise Artaud, " Les États-Unis et l'Europe: une nouvelle architecture de sécurité ? », Défense nationale, janvier 1999.

³² Military Professional Resources Incorporated – « Société pour les Ressources Militaires Professionnels »

³³ Defense Intelligence Agency- les services secrets militaires.

pouvoir «offrir toutes sortes d'alternatives à ses clients». La MPRI, qui passe pour la «meilleure équipe professionnelle de spécialistes du monde», travaille en sous-traitance pour le département d'État sous le contrôle des services secrets américains. Elle est en fait le bras armé de l'administration américaine pour les opérations délicates : fourniture de services de sécurité et surtout envoi de mercenaires et conseillers stratégiques. En vertu d'une «licence officielle du gouvernement américain», la MPRI négocie en fait directement avec les différents États «demandeurs» : Croatie, Fédération croato-musulmane de Bosnie, Turquie et, maintenant, Albanie et même l'organisation terroriste de l'UÇK. Lorsque Washington décida, dès 1992, de défendre les ultra-nationalistes croates contre les forces serbes, la MPRI établit plusieurs accords officiels entre les ministères de la Défense croate et américain, mais également croate et turc. La société conçut alors un programme pour les officiers croates au Centre européen d'études de sécurité George-Marshall à Garmisch, en Allemagne, puis organisa des stages dans les écoles militaires américaines. A Zagreb, les instructeurs américains opèrent encore aujourd'hui à l'école Petar-Zrinski sous la direction du général Richard Griffiths, ancien responsable du Renseignement militaire américain en Europe et spécialiste de la manipulation médiatique. On retrouva également auprès des nationalistes croates James Lindsey, ancien de l'Air Commando 82^e Division de Fort Bragg, principal stratège de l'opération Juste Cause, l'invasion du Panama.

La meilleure preuve que les Américains ne sont pas intervenus au nom du droit en ex-Yougoslavie mais essentiellement pour détruire la récalcitrante Fédération yougoslave, fut donnée lorsque les experts de la MPRI organisèrent, le 3 août 1995, l'opération de l'armée croate Oluja ³⁴, visant à épurer la Krajina de tout ses éléments serbes, avec la complicité de l'ONU et surtout le support logistique de l'OTAN. Fidèle à un trait de caractère très répandu outre-Atlantique, l'arrogance, l'ambassadeur américain à Zagreb, Peter Galbraith, se vantera d'avoir été l'un des tout premiers à pénétrer dans Knin à bord d'un fourgon blindé. On connaît la suite des événements : massacre de plusieurs milliers de Serbes et purification de la province et de ses 250 000 habitants serbes. L'étape suivante fut la Bosnie, où Washington utilisera à nouveau la MPRI, après avoir négocié le prix des prestations à la hausse, les Bosno-musulmans disposant de fonds extrêmement importants en provenance des États pétroliers du Golfe. Là, la MPRI ouvrira des centres d'entraînement au combat, équipera et entraînera l'Armée bosniaque, ainsi que certaines unités islamiques internationales. Pour la Croatie et la Bosnie, on évalue le montant de la facture à environ 600 millions d'euro. Combien de cynisme il y a dans le fait que le programme d'assistance de la MPRI auprès des

³⁴ Tempête.

forces croates et bosniaques a été intitulé par Washington : «Assistance à la transition démocratique» ? Quant au volet militaire du programme d'assistance «Entraînement et Équipement» (Train and Equip), décidé par Washington dans le cadre des accords de Dayton, et dirigé par le général américain à la retraite James Pardrew, on sait que lui aussi était sous-traité à la MPRI, laquelle a mis à disposition de l'armée bosniaque quelque 160 conseillers, opérationnels dès septembre 1996. Les États européens ont refusé le financement. Le Pentagone s'adresse directement à l'Arabie Saoudite, au Koweït, aux Émirats arabes unis et à la Malaisie, pour financer l'opération. Il faut savoir que le programme Train and Equip a été directement élaboré par la CIA ; son directeur d'alors, John Deutch, a effectué une visite discrète dès juillet 1996 à Sarajevo et à Zagreb pour discuter avec les représentants croates et bosniaques des conditions d'application du plan d'assistance américain. C'est également à l'initiative de la CIA que la MPRI a ouvert deux centres d'entraînement dans la région de Tuzla en Bosnie-Herzégovine : l'un pour la formation d'officiers avec des cours informatisés de simulation, l'autre pour l'entraînement au combat pour des troupes. De manière générale, le rôle des États-Unis dans le soutien financier apporté à l'Armée bosniaque a été officialisé dès 1994. Le 4 septembre, le commandant du 6^e Corps d'armée bosniaque, le général Mehmet Alagić, avait rencontré une mission américaine conduite par le général Dyke Hayden, chef de la DIA, accompagné de Richard Holbrooke, assistant secretary pour les affaires européennes. A cette occasion, les Américains avaient fourni au commandement bosniaque les renseignements recueillis par leurs satellites et accepté d'achever la construction d'un terrain d'aviation dans la région de Visoko, en Bosnie centrale, où arrivaient les convois d'armes clandestins. Deux années plus tard, le sénateur démocrate David Biden, partisan inconditionnel des Bosniaques, et qui avait orchestré une campagne de diabolisation sans précédent des Serbes, inventait la version historique selon laquelle les Serbes de Bosnie n'étaient que des envahisseurs alors qu'ils ont toujours vécu dans ces régions³⁵. Il a obtenu du Congrès que «100 millions de dollars sur le budget de 1996 alloué aux Bosno-Musulmans soient consacrés à l'envoi d'armements et d'équipements aux Musulmans», comme le révélait le Time du 18 mai 1996. Au Kosovo, le gouvernement américain a fait une fois de plus appel à la MPRI. Mais d'après le magazine spécialisé américain Soldier of Fortune, il aurait également «sous-traité» son appui à la guérilla albanaise à une autre société de mercenaires : Duncorp, la nouvelle mission étant quelque peu différente, en raison de la nature terroriste de l'UÇK. Cette fois-là, les coopérants de la MPRI et de Duncorp ont été directement chargés de former les combattants de l'UÇK en Albanie, où l'OTAN a considérablement renforcé sa

³⁵ Voir annexe n° 6

présence depuis 1995, ainsi qu'en Turquie, où une collaboration avec les forces spéciales de l'armée turque a été entreprise dans le cadre d'un accord tripartite pour restructurer l'armée albanaise et les forces de l'UÇK. Il semblerait que l'UÇK ait également bénéficié, pendant la guerre du Kosovo, des mêmes aides en provenance des États islamiques et des États-Unis. C'est James Rubin, porte-parole du département d'État qui, lors des « négociations » de Rambouillet, avait lui-même décidé de soutenir et d'armer directement l'UÇK et de choisir comme interlocuteur albanais privilégié non pas le pacifiste Ibrahim Rugova mais Hashim Thaci, dit « le Serpent », chef de « l'ALK³⁶ », alors l'un des dix-sept Albanais venus représenter la délégation albanaise à Rambouillet. D'après Greg Copley, directeur de publication de la revue américaine *Defense and Foreign Affairs Strategic Studies*, « il est clair que l'administration américaine et le gouvernement allemand ont activement soutenu « l'Armée de libération du Kosovo » dès 1992, lui procurant armes, personnel d'encadrement, renseignements et, au delà, un appui politique significatif (...). L'UÇK ne serait probablement pas la force déterminante qu'elle est aujourd'hui si elle n'avait pas reçu la bénédiction des États-Unis et le soutien de l'administration Clinton³⁷ ». De fait, pendant l'opération Force alliée, l'UÇK agit comme l'allié local de l'OTAN, indiquant à l'Alliance la localisation exacte des cibles serbes. Le général Wesley Clark avait sérieusement envisagé, au cas où une intervention terrestre eût été nécessaire, de faire en sorte que l'UÇK soit en mesure de reprendre les offensives au sol, Clark déclarant le 15 avril 1999 devant une commission du Sénat américain : « l'UÇK est prête à reprendre l'offensive contre Milošević et le faire sortir du Kosovo ». Contrairement aux nombreuses déclarations du porte-parole de l'OTAN Jamie Shea, ainsi que des différents chefs d'État occidentaux (à l'exception de la Grande-Bretagne), les forces « alliées » n'avaient jamais totalement exclu une intervention terrestre au Kosovo. Certes, le président Bill Clinton avait catégoriquement exclu, dès le début de la guerre de 78 jours contre la Serbie, une campagne terrestre, au nom de l'impératif démocratique du « zéro mort », côté occidental uniquement, cela va sans dire. « Cependant », explique Dana Priest, journaliste d'investigation au *Washington Post*, « les préparatifs d'une invasion du Kosovo étaient intenses et étaient beaucoup plus avancés que ce qui a été dit. Comptant sur les rapports secrets entretenus avec « l'Armée de libération du Kosovo », la direction de l'OTAN sondait les défenses yougoslaves. Les capitales alliées étudiaient leurs contributions en

³⁶ « l'Armée de libération du Kosovo ».

³⁷ Gregory R. Copley, *Defense and Foreign Affairs*, " The Kosovo Crisis, The New Rome and the New Religious War ", mai 1999, p. 7.

hommes. En Albanie, les forces spéciales américaines et européennes, dans un centre opérationnel secret de la ville frontalière de Kukës, discutaient de la façon de transformer «l'Armée de libération du Kosovo» en une force d'infanterie³⁸». En fait, on sait aujourd'hui que la CIA, la DIA, les SAS britanniques et l'OTAN travaillaient étroitement avec les rebelles de l'UÇK et leurs mercenaires islamistes depuis le mois d'avril 1999. Ben Works, directeur de l'Institut de recherches stratégiques des États-Unis confirme: « La politique de l'administration américaine au Kosovo consiste à aider Ben Laden. On pourrait même penser que la politique de l'administration Clinton consiste à garantir toujours plus de terrorisme ...³⁹ ». Jugement on ne peut plus critique de la part d'un officiel américain, confirmé d'ailleurs par tant d'autres, notamment le colonel de l'armée américaine Harry Summers, qui déclarait, le 12 août 1998 : «Au Kosovo, les États-Unis se comportent en défenseurs des groupes terroristes ultra-fundamentalistes qui sont pourtant nos ennemis mortels⁴⁰».

2.4. La stratégie de « ceinture verte »

Au cours des pages précédentes nous avons tenté de mettre en évidence la menace fondamentale que constitue pour l'Europe la nouvelle expansion islamique et néo-ottomane. On peut se demander pourquoi Washington, qui entretient des rapports privilégiés avec des Etats fondamentalistes comme l'Arabie Saoudite et exerce régulièrement des pressions sur les gouvernements européens pour que la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'OTAN, intègre l'Union européenne, insiste pour créer dans les Balkans des Etats musulmans dont les dirigeants et soutiens extérieurs sont ouvertement islamistes. En appuyant le leader intégriste bosniaque Alija Izetbegović, connu pour ses liens avec l'islamisme international, ainsi que les ultra-nationalistes de l'UÇK, qui entendent détacher définitivement le Kosovo de la Serbie et créer ensuite une Grande Albanie, et en soutenant depuis 1994 les rebelles islamistes tchéchènes, les Américains pensent «qu'un nouveau foyer de troubles requerra longtemps la médiation de la Maison-Blanche et, surtout, l'extension de la zone de l'OTAN à l'ensemble des Balkans», répond le général Gallois. Les États-Unis n'ont toujours pas rompu avec la stratégie pro-islamiste et confessionnaliste qu'ils avaient mise au point pendant la guerre froide dans le but de détruire l'Empire soviétique par la constitution d'une «ceinture verte». Cette stratégie, renforcée depuis la chute de l'Union soviétique, conduit à faire croître

³⁸ Voir les trois articles du Washington Post reproduits dans l'International Herald Tribune des 20, 21 et 22 septembre 1999,

³⁹ Ben Works, in Defense and Foreign Affairs, " The New Rome and the Religious Wars ", Gregory R. Copley, 30 avril 1999,

⁴⁰ Harry Summers, Id.

la menace turco-islamiste sur le sol européen lui-même, à quelques heures de Paris, Marseille ou Rome.

Point de convergence de l'orientation pro-islamique de la politique étrangère américaine et de la politique de refoulement (roll back) du monde orthodoxe, la stratégie de «la ceinture verte» désigne l'encerclement de la Russie et de son continuum civilisationnel balkanique par un «croissant islamique» composé de la Turquie, des républiques musulmanes turcophones et persophones de l'ex-Union soviétique et de l'islam caucasien et balkanique. La «ceinture islamique» se referme contre l'Orthodoxie sous l'action de trois principaux pivots géopolitiques extérieurs : le premier est l'Arabie Saoudite, chargée de donner des moyens financiers aux guérillas anti-slaves (Tchéchènes, Afghans, islamistes bosniaques, l'UÇK, etc) ; le deuxième est la Turquie «laïque», pilier sud de l'OTAN, leader de toute la turcophonie ; le troisième est le binôme pakistano-afghan, base arrière de «l'internationale islamique sunnite» et zone de rencontre et d'entraînement de toutes les mouvances de l'islamisme sunnite mondial. Ce n'est donc pas un hasard si la stratégie islamo-américaine atteint son apogée lors de la guerre d'Afghanistan. Le but principal des Etats-Unis étant à cette époque de détruire par tous les moyens, y compris par le soutien au fanatisme islamique anti-occidental l'Empire russo-soviétique. Les États-Unis ont sans conteste sciemment soutenu, pendant cette décennie, en collaboration avec les services pakistanais et saoudiens, dirigés alors par le prince Turki ibn Fayçal, les pires fanatiques musulmans anti-occidentaux d'Afghanistan, notamment les Légions islamiques pachtounes (l'une des principales ethnies d'Afghanistan) de Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti islamiste Hezb-e-Islami, grand trafiquant de drogue et surtout les brigades de combattants arabes du célèbre milliardaire terroriste saoudien Ben Laden, aujourd'hui ennemi déclaré des États-Unis, mais jadis chargé par la CIA de coordonner le recrutement de moudjahidines du monde entier venus faire le jihad⁴¹ en Afghanistan contre les Russes. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les Américains continuèrent à soutenir les islamistes, jusqu'à ce que la guerre du Golfe vienne ternir à nouveau leur image au sein de certaines mouvances de l'islamisme international sunnite, à jamais marquées par l'influence des vétérans afghans, et dont la principale base arrière demeure l' Afghanistan. « Les camps installés en zones tribales afghanes et destinés à former des moudjahidines antisoviétiques n'ont jamais fermé. Les réseaux internationaux continuent de recruter pour tous les jihaden cours : Etat islamique en Afghanistan, Yémen avant 1994, Cachemire, Bosnie, et, désormais, Etats-Unis⁴². »

⁴¹ La Guerre Sente

⁴² Olivier Roy, in Le Monde diplomatique, op. cit.

2.5. La «diagonale verte», version balkanique de la «ceinture verte»

Les observateurs qui ont relevé le caractère inconditionnellement pro-islamique et pro-turc de la stratégie de l'OTAN et des Etats-Unis en Europe balkanique, notamment en Macédoine, en Bosnie, en Albanie et plus récemment au Kosovo ne sont pas nombreux. Plus d'un an avant le déclenchement de l'opération Force alliée, l'OTAN mettait sur pied un programme de partenariat pour la paix nommé Cooperative Best Effort 1998. Cela n'a pas eu d'écho dans les médias et les débats politiques ouest-européens. Ce dispositif consistant à entraîner des brigades opérationnelles composées d'une part d'Azéris, de Turcs, d'Albanais et de Macédoniens, l'ensemble ressemblant à s'y méprendre à une force « néo-ottomane » et d'autre part de Géorgiens et d'Ukrainiens, une alliance directement orientée contre la Russie et l'ex-Yougoslavie. En fait, l'action des États-Unis et de l'OTAN en Europe orientale participe de la stratégie totale américaine et plus spécifiquement du « néo-containment » visant à ceinturer la Russie et le « bloc orthodoxe ». Encercler et contenir l'Orthodoxie à l'ouest, par la ceinture slavo-occidentale (pays baltes, PECO, anciens pays satellites ou « étranger proche » des Soviétiques), puis, à l'est et au sud, par la ceinture verte décrite précédemment, en fait sa déclinaison balkanique également nommée la « diagonale verte » : ligne joignant la Turquie, membre essentiel du bloc islamique et de l'OTAN, à la ceinture slavo-catholique. Comme nous l'avons déjà expliqué, le point de jonction nœudal de cette « diagonale verte » se trouve en plein cœur de l'ex-Yougoslavie et passe par la Serbie (Kosovo-Sandjak) et la Bosnie (Goražde)⁴³. Car Goražde, enclave musulmane baignant dans la république serbe de Bosnie, est un couloir susceptible, si quelques kilomètres sont gagnés sur le territoire serbe, de couper la république serbe en deux et d'unifier la « diagonale verte ». Cela explique l'acharnement des États-Unis à désenclaver, lors des accords de Dayton, la poche musulmane de Goražde, et à démembrer la Yougoslavie en soutenant les séparatistes albanais du Kosovo. Après le Kosovo, les spécialistes de la région pensent que la Macédoine, le Sandjak, la Bulgarie, où vivent des minorités pomaks musulmanes et turcophones influencées par Ankara, ainsi que le Monténégro et même la Thrace occidentale grecque, où des minorités séparatistes musulmanes réclament leur rattachement à la Turquie, connaîtront des troubles essentiellement provoqués par le séparatisme islamo-albanais et néo-ottoman (panturquisme). Les services secrets américains font déjà pression sur les gouvernements du Monténégro, de Macédoine et de Bulgarie pour que les « droits des minorités islamo-turques ou albanaises soient plus étroitement reconnus », droit des minorités au nom duquel, en 1998, l'ambassadeur américain Christopher Hill obtint du gouvernement de Macédoine-ARYM⁴⁴ que le Parti

⁴³ Voir annexe 7.

⁴⁴ Ancienne République Yougoslave Macédoine

démocratique albanais (PDA, formation irrédentiste albanaise prônant la Grande Albanie) soit intégré au sein du gouvernement, alors qu'existaient d'autres formations albanaises plus modérées. Indépendamment du débat, légitime, sur la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, on ne peut pas nier que la guerre du Kosovo ait constitué un dangereux précédent géopolitique, remettant en question des frontières internationalement reconnues des États. Certains observateurs constatent les prémices d'un éclatement de plusieurs États voisins de l'ex- Yougoslavie ou intégrant de fortes minorités musulmanes aux prises avec un pouvoir «infidèle» slavo-orthodoxe. La nouvelle théorie des «dominos», articulée par la logique de la diagonale verte, la Macédoine, le Monténégro, le nord de la Grèce, territoires revendiqués par les nationalistes de l'UÇK, risquent d'imploser sous l'effet conjoint de séparatisme albanomusulman et du «syndrome du Kosovo», véritable encouragement donné à toutes les guérillas séparatistes du monde et nouveau défi au principe de la souveraineté des États, jusque-là essentiel dans les relations internationales. Une déstabilisation en chaîne probable de tous les États de la région, sans parler des conséquences de «l'effet Kosovo» dans le reste du monde. «Par-delà des rancœurs chinoises et orthodoxes, l'imbécillité de l'OTAN aura d'immenses conséquences» ; explique crûment l'éditorialiste du Figaro magazine Alain Griotteray. « Nous sommes passés à deux doigts d'une guerre entre l'Inde et le Pakistan. Les Musulmans majoritaires dans la province indienne du Cachemire -aidés par l'armée pakistanaise –se sont sentis confortés dans leur droit à l'indépendance. Et les Musulmans d'Azerbaïdjan réclament l'intervention de l'OTAN contre les Chrétiens d'Arménie au Haut-Karabakh. Et les islamistes de Tchétchénie se ruent sur le Daghestan... Le chaos provoqué va bien au-delà du Kosovo. Nous n'avons pas fini d'en payer l'addition ⁴⁵. »

⁴⁵ Alain Griotteray, " Kouchner dans le" Chaosovo " », Alain Griotteray, Le Figaro magazine, septembre 1999.

3. VERITABLES OBJECTIFS GÉOPOLITIQUES ET STRATÉGIQUES AMÉRICAINS DANS LES BALKANS ET EN EUROPE

En ce qui concerne les objectifs stratégiques américaines à moyen et long terme que visait l'intervention alliée au Kosovo mais qui dépassent les seuls théâtres kosovar ou yougoslave, nous pouvons distinguer cinq principaux objectifs :

- créer de facto une Grande Albanie dans le but de déstabiliser les Balkans ;
- mettre en place un protectorat international de l'OTAN dans les Balkans et en Albanie, permettant aux États-Unis de fragmenter et ceinturer le monde russo-orthodoxe ;
- instaurer entre l'Europe occidentale et le monde slavo-orthodoxe une «cassure civilisationnelle» durable (historique, psychologique, spirituelle, politico-économique et géostratégique) ;
- faciliter la création d'enclaves et abcès de fixation islamiques dans les Balkans dans le double but de déstabiliser l'Europe, en accentuant la cassure orthodoxie/Occident, et de s'excuser auprès du monde islamique ;
- compromettre la construction de l'Union européenne et faire de celle-ci une «tête de pont de l'hégémonie américaine» en Eurasie.

3.1. Création de facto d'une Grande Albanie afin de déstabiliser les Balkans

Plusieurs mois après la reddition de Milošević, on constate que les principaux objectifs de l'UÇK à court et moyen termes ont été atteints : l'indépendance est reconnue de facto, la «purification ethnique » de la province est pratiquement achevée, le deutschmark, puis l'euro ont remplacé la monnaie yougoslave, les autorités serbes n'ont plus aucun contrôle sur leur province, contrairement à ce que prévoient les différents accords, «aussi la voie est-elle ouverte », note Georges Sarre, «à la constitution, à terme, d'une "Grande Albanie", dont la création déstabiliserait les pays balkaniques riverains, notamment la Macédoine, à la cohésion interne fragile, et par conséquent la Grèce». En effet, le mouvement séparatiste albanais ambitionne non seulement le détachement du Kosovo de la Serbie pour le rattacher à l'Albanie, mais aussi le détachement de la partie ouest de la Macédoine, le nord-ouest de la Grèce et l'est du Monténégro, pour les unir à l'Albanie proprement dite. De fait, c'est la Macédoine qui est la plus menacée de l'intérieur par le séparatisme albanais. En 1997, donc bien avant la guerre du Kosovo, les Forces armées de la république du Kosovo (FARK) - milice

pro-Rugova rivale de l'UÇK -s'entraînaient déjà avec des officiers turcs dans le massif de la Šar Planina, à la frontière macédo-kosovare, sous la neutralité bienveillante des Etats-Unis. «Washington a décidé d'utiliser la république de Macédoine comme base arrière de son opération de «pacification» au Kosovo. Skopje est devenue une des pièces du dispositif de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord ⁴⁶», rapporte Christophe Chiclet. En contraignant Belgrade à reconnaître de facto l'indépendance du Kosovo-Metohija, l'opération Force alliée a créé un précédent qui risque de produire un «effet boule de neige» ou «domino» au sein des communautés albanaises de toute la région, et qui constitue un formidable encouragement pour les nationalistes séparatistes de l'UÇK, principaux bénéficiaires régionaux, avec la Turquie et l'Allemagne, de la guerre de l'OTAN contre la Serbie. Les États-Unis ont systématiquement pris la défense, depuis juin 1999, des terroristes albanais de l'UÇK décidés à faire du Kosovo et du sud de la Serbie frontalière un «grand Kosovo» ethniquement pur. En effet, l'ambassadeur américain Richard Holbrooke avait d'abord accusé Belgrade d'être à l'origine des heurts inter-ethniques survenus au début de l'année 2000 à Mitrovica, lorsque 50 000 Albanais avaient marché sur Kosovska Mitrovica pour purifier les quartiers nord de la ville de ses derniers éléments serbes, qui doivent leur présence aux soldats français de la KFOR. Ensuite, les Américains ont persisté à laisser agir l'ex-UÇK en toute liberté en Serbie méridionale, notamment dans la région de Preševo⁴⁷ où vivent quelque 70000 Albanais, et où une «Armée de libération» du Kosovo oriental, branche locale de l'ex-UÇK, multiplie les attentats contre les fonctionnaires et policiers serbes afin de déclencher des représailles de Belgrade et de provoquer une nouvelle internationalisation de la crise défavorable aux Serbes. De fait, selon le lieutenant américain Scott Olsen, un officier de renseignement de la KFOR interrogé par l'AFP (28 février), le but du groupe terroriste, également appelé UÇPMB pour Preševo-Medvedja-Bujanovac, trois villes de la vallée de Preševo, est de «créer une sorte de grand Kosovo qui engloberait cette zone de la Serbie du Sud». Sa tactique consistant, tout comme l'UÇK avant le déclenchement de l'opération Force alliée, à mener des «opérations de harcèlement» depuis l'est du Kosovo, secteur sous commandement américain. De fait, fort du soutien américain en cas de réaction violente de Belgrade, qui a renforcé ses troupes dans le sud de la Serbie, le porte-parole militaire américain de l'OTAN a déclaré que les forces de la KFOR pourraient envisager d'intervenir en Serbie si des atrocités étaient commises au-delà de

⁴⁶ Christophe Chiclet, " La Macédoine en danger, crise au Kosovo et question albanaise », Le Monde diplomatique, janvier 1999.

⁴⁷ Voir annexe 5.

la zone démilitarisée de cinq kilomètres. L'ex-UÇK met tout en œuvre pour provoquer les Serbes à réagir violemment à ses provocations, ceci afin de déclencher de nouvelles hostilités. La «stratégie de la provocation» attestée par ambassadeur de France à Skopje Jean-François Terral⁴⁸.

3.2. Créer un protectorat international de l'OTAN, en Europe centrale, dans les Balkans et en Albanie.

Le «protectorat occidental» de l'OTAN doit permettre aux États-Unis, non seulement de contourner le monde russo-orthodoxe par le sud turco-islamique et de couper l'accès de la Méditerranée à Moscou, mais également de contrôler le carrefour stratégique que constitue cette région à l'intersection de trois aires géostratégiques : Méditerranée, Eurasie turco-islamique, monde slavo-orthodoxe. De fait, William Zimmermann, dernier ambassadeur des États-Unis à Belgrade reconnaît lui-même que «l'ensemble de la région va être militarisée par l'OTAN pour vingt ou trente ans», le renforcement de la présence de l'OTAN étant présenté comme la seule garantie de stabilité régionale, les États voisins qui abritent des minorités albanaises (Macédoine, Albanie, Monténégro et Grèce) étant tous menacés par le projet de «Grande Albanie» et «l'irréductibilisme» albanais.

3.3. Instaurer entre l'Europe occidentale et le monde slavo-orthodoxe un « nouveau rideau de fer ».

La stratégie américaine durant la guerre du Kosovo consiste à créer une «cassure civilisationnelle» durable (historique, psychologique, spirituelle, politico-économique et géostratégique, etc.) entre les deux Europe, destinée à convaincre les États de l'Union européenne qu'ils sont plus proches de l'allié américain atlantique que des voisins continentaux slavo-orthodoxes. Pour Didier Motchane, les motivations américaines lors de la guerre du Kosovo étaient les suivantes : «substituer l'OTAN à l'ONU», pour asseoir l'hégémonie américaine en Europe ; «défendre les intérêts pétroliers américains» ; et enfin, pour atteindre les deux premiers objectifs, «couper la Russie du reste de la communauté internationale, s'il le faut par un fleuve de sang⁴⁹». Vladimir Volkof confirme que «le problème est bien celui de l'Europe et de ses deux poumons, pour citer Jean Paul II, d'autant

⁴⁸ AFP, 28 février 2000.

⁴⁹ Intervention de Didier Motchane, « Balkans: après l'émotionnel, la politique! », Colloque organisé par la Fondation Marc-Bloch, 29 mai 1999, Assemblée nationale, Paris.

plus que si une Europe se fait jamais, il y a de forte chance pour que ce ne soit ni de l'Atlantique au Niémen, ce qui serait insuffisant, ni de l'Atlantique à l'Oural, ce qui est absurde, mais de l'Atlantique au Pacifique, ce qui est inscrit dans les données géographiques et mécontenterait sûrement beaucoup l'Oncle Sam ⁵⁰». Comme nous l'avons déjà vu, l'instauration d'un nouveau «rideau de fer et de sang» dressant, l'une contre l'autre, l'Europe slavo-orthodoxe ex-communiste et l'Europe catholico-réformée et démo-libérale, correspond à une fracture encore plus large, une nouvelle guerre froide civilisationnelle et géostratégique. Elle oppose, d'une part, «l'hyper-Occident» américanisé et hégémonique, exigeant l'ouverture de toutes les régions du monde à ces marchés et produits, d'autre part, le «reste du monde», émergeant et/ou récalcitrant (Chine, Russie, Inde, Europe indépendante, coalitions anti-hégémoniques, etc.). De ce point de vue, l'offensive alliée contre la Serbie a valeur d'avertissement pour une Russie considérée comme étant néo-impériale par Brzezinski et pour une Chine, voire pour une Inde, de plus en plus ouvertement réfractaires au monde unipolaire de l'après-guerre froide qu'impliquent le leadership américain et le Nouvel ordre mondial.

3.4. Faciliter la création d'enclaves, entités et abcès de fixation islamiques dans les Balkans.

Le but est ici double. Premièrement, déstabiliser l'Europe par le moyen islamique et faire apparaître l'abcès de fixation islamo-séparatistes et pro-turcs du type Bosnie ou Kosovo en plein cœur du Vieux Continent qui serait un véritable «coin enfoncé entre l'Europe occidentale et l'Europe orthodoxe post-byzantine ⁵¹». Il s'agit là pour Washington de justifier l'extension «protectrice» de l'OTAN et d'entraver la construction d'une Europe de la défense. Deuxièmement, équilibrer et se faire pardonner, par les États arabes pétro-islamiques, le soutien américain à Israël, de plus en plus compromettant pour Washington qui cherche à améliorer ses relations avec un milliard de musulmans toujours plus anti-occidentaux, mais consommateurs potentiels et surtout détenteurs de 75 % des réserves mondiales de pétrole. Ensuite, et encore plus important sont les rapports avec la Turquie qui est en train d'étendre son influence sur l'ensemble de la communauté turcophone.

3.4.1. L'importance de la Turquie pour les Etats-Unis

L'analyse selon laquelle Washington est intervenu dans les Balkans dans une logique prioritairement pro-turque correspond à la réalité. La Turquie est un allié de choix pour

⁵⁰ Volkoff, *ibid.*

⁵¹ Général (CR) François Clerc, entretien du 28 février 2000.

Washington. Ankara qui s'est engagé dans une collaboration militaire avec Israël, est un verrou important face au monde arabe en général. La Turquie tient les Détroits et forme une passerelle entre L'Occident et l'Asie, elle est également une porte ouverte sur le grand monde turcophone du Caucase (Azerbeïdjan), et de l'Asie Centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Turkménistan), c'est-à-dire sur les richesses pétrolières de la Caspienne où les intérêts américains sont particulièrement bien représentés. La construction d'un oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, donc, de la mer Caspienne passant par Caucase jusqu'à la mer Méditerranée en est une preuve ⁵². En revanche, les Etats-Unis ont soutenu la cause turque dans les Balkans. La Turquie est, pour d'évidentes raisons historiques, le protecteur naturel des turcophones et des musulmans des Balkans : Turcs, Gagaouzes, Pomaks (Bulgares musulmans), Bosniaques et Musulmans de Sandjak, Albanais. La présence turque tant en Bosnie qu'en Albanie et au Kosovo a toujours été discrète mais active, de l'acheminement d'armes aux Bosniaques en passant par une participation à l'intervention contre la Serbie sous couvert de l'OTAN et l'encadrement de forces spéciales albanaises est largement soutenue par Washington. La phrase du Premier ministre Bülent Ecevit, lors de son passage à Paris en 1999, à propos de la participation de son pays aux opérations militaires est très emblématique : «Le Kosovo n'est pas tout à fait un pays étranger pour nous puisque nous avons vécu au sein du même Etat pendant cinq siècles » !

3.5. Compromettre la construction de l'Union européenne et faire de celle-ci une structure euro-atlantique libre-échangiste, la « tête de pont de l'hégémonie américaine » en Eurasie.

Plus précisément, il s'agit de faire admettre aux Européens qu'ils sont incapables de mener seuls une politique étrangère et de défense commune, indépendante de Washington, que l'OTAN, donc les États-Unis, demeure le fondement essentiel de toute défense européenne, l'UE ⁵³ n'étant que la «tête de pont européenne» d'un «bloc euro-atlantique» plus large dominé par Washington. La nomination du secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, durant la guerre contre la Serbie, au poste de responsable de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), la confirmation de la subordination de la politique de défense européenne lors du sommet d'Helsinki, et la reconnaissance de la candidature d'Ankara pour l'entrée dans l'Union européenne, sur l'insistance des Américains, témoignent bien d'un renforcement considérable de l'emprise américaine et d'une «atlantisation» croissante de l'Europe depuis l'opération «Force alliée». Aussi, sous l'effet de l'américanisation de l'Europe de l'Ouest et de l'hégémonie américaine en Occident, les critères «d'européanité» et

⁵² Voir annexe 8.

⁵³ Union Européenne.

«d'occidentalité» ne sont plus civilisationnels (culturels, historico-religieux) ou géographiques, mais de plus en plus exclusivement issus des impératifs stratégiques de Washington et de l'OTAN. Cela explique pourquoi l'Albanie, la Turquie, ennemie séculaire de l'Europe, l'Azerbaïdjan, et même les peuples musulmans turcophones d'Asie centrale, sont considérés comme étant plus «occidentaux» et plus «européens» que la Russie ou la Yougoslavie orthodoxes, réfractaires à l'extension de l'OTAN en Europe de l'Est.

Conclusion

Nous avons montré que les Balkans étaient, sont et seront le véritable enjeu pour les Etats-Unis et que ceci n'est pas une politique à court terme. Les Balkans sont un point très important sur la route des Etats-Unis vers l'Est, vers la Russie, Proche et Moyen-Orient et Asie Centrale et qu'ils vont y rester pour longtemps. Nous avons également montré que les Etats-Unis ont joué sur la carte de l'islamisme pour accomplir leurs objectifs dans la région.

D'une part, pour des raisons militaires, les Etats-Unis ont besoin de stabilité dans la région pour pouvoir se consacrer à la crise de l'Irak et d'assurer la présence dans le Proche et Moyen-Orient. Pour cela ils ont besoin de contrôler la totalité de la région et d'assurer une situation qui ne soit pas hostile pour leurs forces. Les Etats-Unis sont en train de déplacer les bases de l'Europe Occidentale vers l'Europe de l'Est. Les bases sont déjà installées en Croatie, Hongrie, Bosnie, Albanie, Macédoine, Roumanie, Bulgarie et bien sûr au Kosovo et cela montre la volonté d'y rester dans le long terme.

D'autre part, les raisons politiques de compromettre la construction de l'Union Européenne et surtout celle de l'Europe de Défense nécessite le maintien d'une situation instable, notamment dans la « poudrière balkanique ». L'arrivée d'une coalition démocrate au pouvoir en Serbie et le chute de Milošević sous la pression des démonstrations massives à Belgrade, après avoir tenté de truquer les élections présidentielles n'a rien changé au niveau de politique des Etats-Unis. La politique du bâton et de la carotte continue. Le pouvoir démocrate, encore fragile, n'est jamais récompensé pour les conditions remplies, mais on lui en impose toujours de nouvelles (conditions). C'est en somme toujours le bâton, et jamais la carotte. Cela renforce la position politique des radicaux (parti politique de droite) en Serbie, ce qu'ont démontré les dernières élections parlementaires en Serbie, rendant la situation encore plus instable. Tout cela montre que les Etats-Unis ne sont pas très favorables à l'idée de stabiliser la situation dans les Balkans et qu'ils gardent des liens privilégiés avec les extrémistes albanais, leurs alliés préférés. Les événements de mois de mars 2004 où les Albanais ont attaqué de manière très organisée et coordonnées, toutes les enclaves serbes au Kosovo, en mettant le feu aux maisons des Serbes et en détruisant le patrimoine historique serbe, ont montré que les extrémistes albanais sont les seuls qui sont hostiles aux Forces internationales au Kosovo et bien sûr aux forces américaines. Mais, jusqu'à présent il n'y a pas d'indices de changement de la politique des Etats-Unis dans la région. L'amélioration des relations officielles entre les Etats-Unis et la Serbie-Monténégro en sera le premier indice. Cela adviendra-t-il est quand ? Heureux celui qui est aujourd'hui capable d'apporter une réponse à cette question.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- Renéo LUKIC, L'AGONIE YOUGOSLAVE (1986-2003), Les Etats-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques, Les presses de l'université LAVAL, 2003.
- Alexandre Del Valle, GUERRES CONTRE L'EUROPE, Bosnie-Kosovo-Tchéchénie..., Edition des Syrtes, 2000.
- Sous la direction du Général Pierre-Marie GALLOIS, GUERRE DANS LES BALKANS, La nouvelle Europe germano-américaine, Ellipses Etudion Marketing S.A., 2002.
- Pierre-Marie GALLOIS, LE SOLEIL D'ALLAH AVEUGLE L'OCCIDENT, La capitulation ? Editions L'Age d'Homme, 1995.
- Michel Collon, POKER MENTEUR, Les grands puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres, Edition, EPO et Michel Collon, 1998.

Articles de revues et de journaux en français

- Rapport consacré « aux opérations de paix de l'ONU », réalisé par un groupe d'experts présidé par l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères Lakhdar Brahimi et rendu public le 23 août 2000. Cf Le Monde, 25 août 2000.
- « Allemagne : mutation de l'outil de défense », Général A. Lefevre, F. Levasseur, Armées d'Aujourd'hui, n° 254, octobre 2000.
- Thual, Le Désir de territoire, morphogenèses territoriales et identités, Ellipses, 1999.
- Yossef Bodansky, L'Implication allemande et américaine dans les Balkans, rapport spécial du 1^{er} septembre 1995, Chicago.
- Denise Artaud, " Les États-Unis et l'Europe: une nouvelle architecture de sécurité ? », Défense nationale, janvier 1999.
- Alain Griotteray, " Kouchner dans le" Chaosovo ", Le Figaro magazine, septembre 1999.
- Christophe Chiclet, " La Macédoine en danger, crise au Kosovo et question albanaise », Le Monde diplomatique, janvier 1999.
- Intervention de Didier Motchane, « Balkans: après l'émotionnel, la politique! « , Colloque organisé par la Fondation Marc-Bloch, 29 mai 1999, Assemblée nationale, Paris.

Articles de revues et ouvrages en anglais

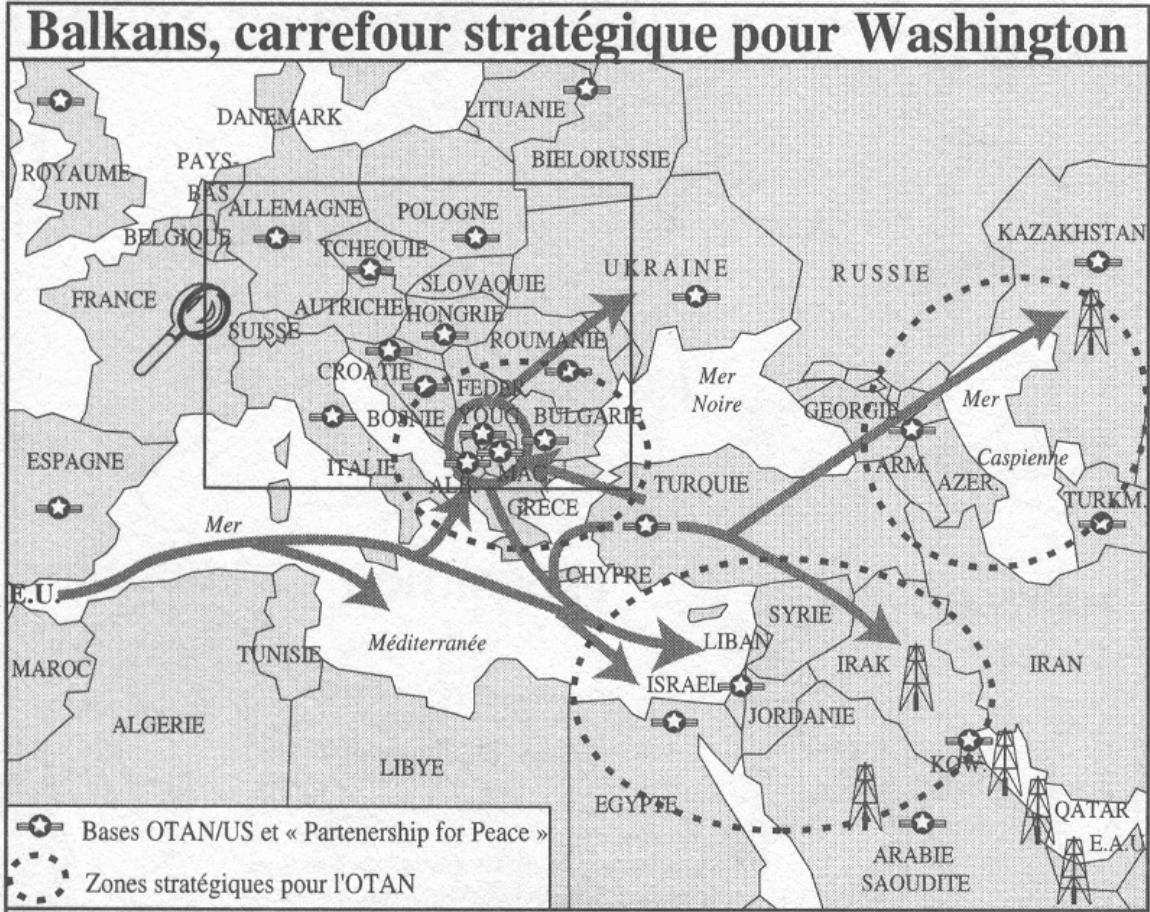
- Gregory R. Copley, Defense and Foreign Affairs, " The Kosovo Crisis, The New Rome and the New Religious War ", mai 1999.
- Ben Works, in Defense and Foreign Affairs, " The New Rome and the Religious Wars ", Gregory R. Copley, 30 avril 1999.

Article de revue en serbe

- Alija Izetbegović, Islamska Deklaracija («Declaration islamique»), Dzumadel-ula, 1990.
- Miroljub Jevtić, Islamizam na Balkanu, (" L'islamisme dans les Balkans »), Questions stratégiques, janvier 1999.



Source : Michel Collon, POKER MENTEUR

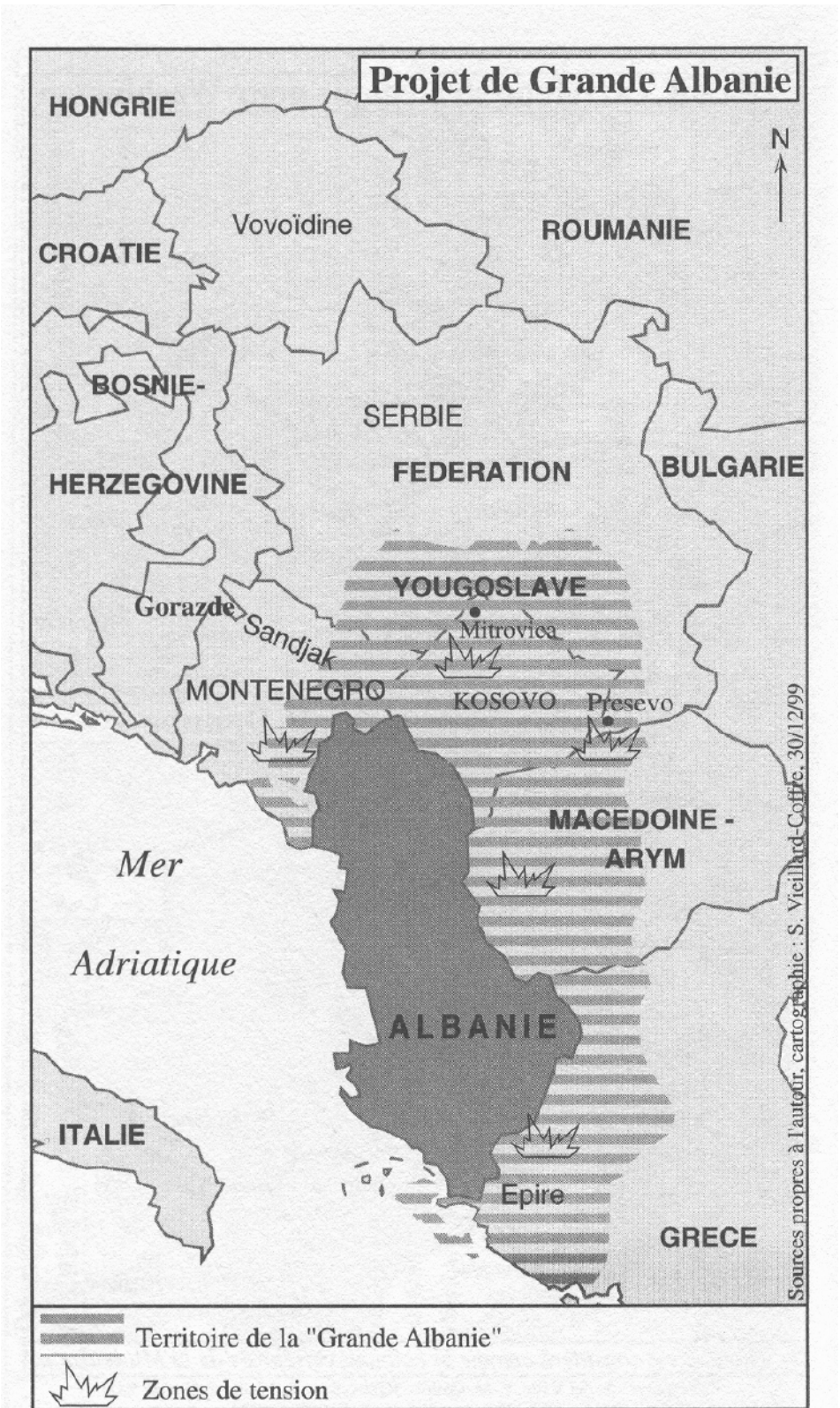


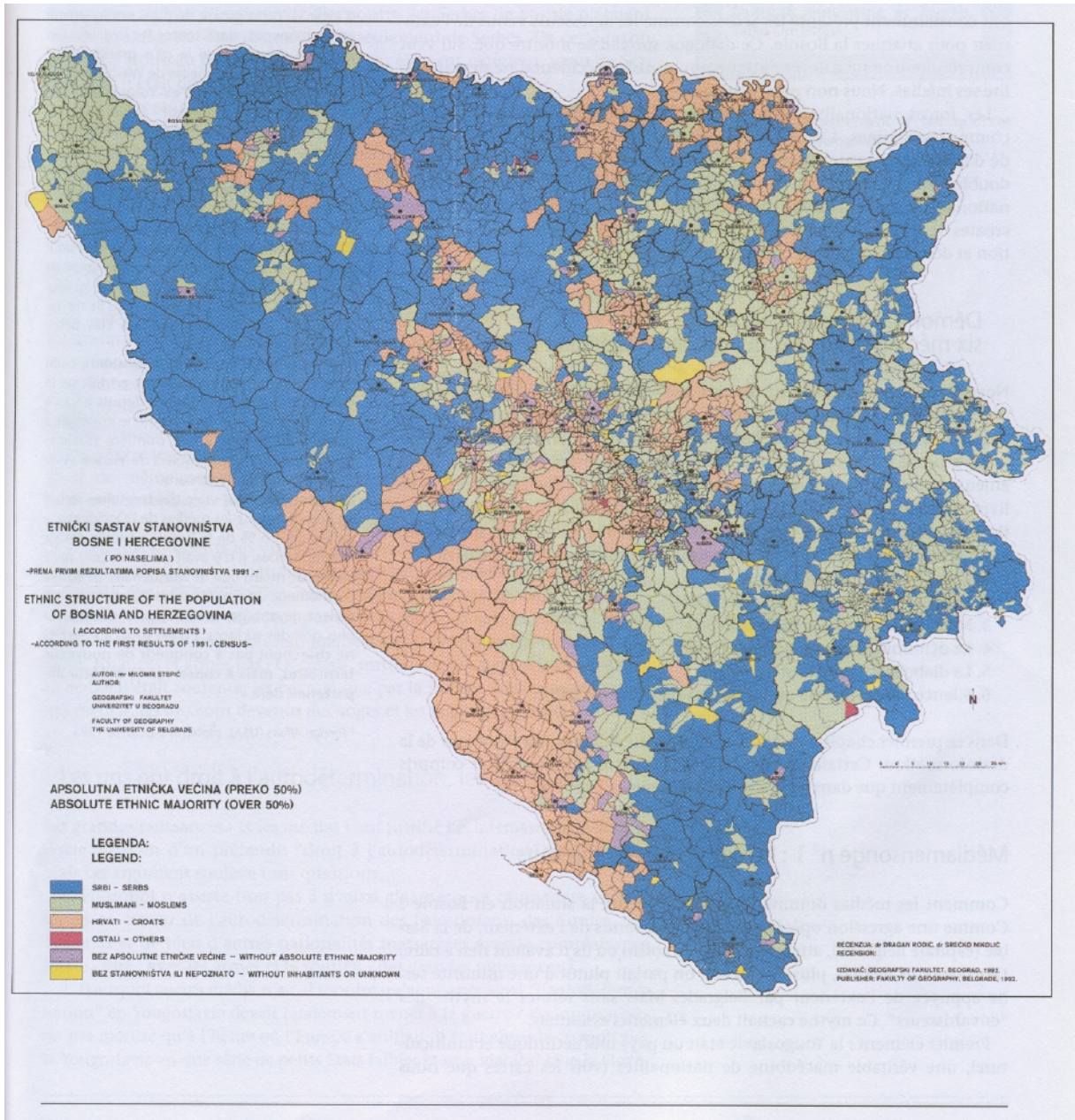


Source : Michel Collon, POKER MANTEUR



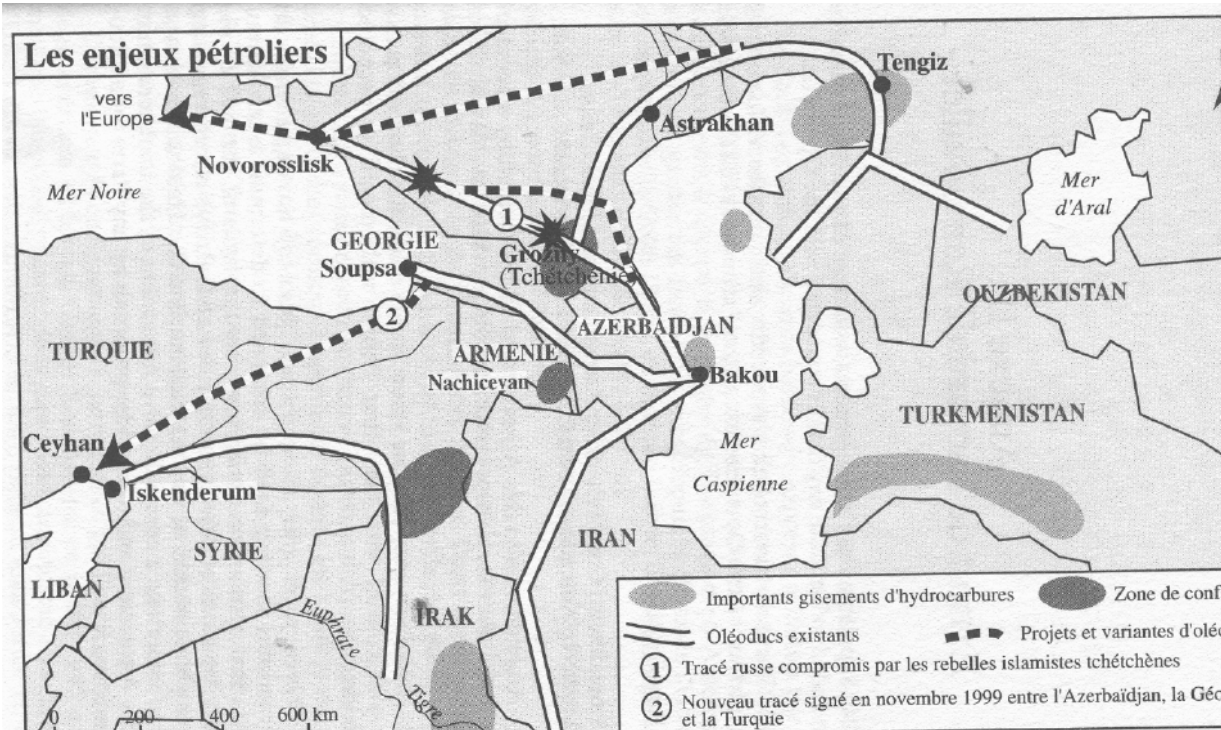
Source : Michel Collone, POKER MANTEUR





Les résultats officiels de recensement en 1991

Source : Université de géographie Belgrade



Source : Alexandre del Vall, GUERRE CONTRE L'EUROPE.